

DEPARTEMENT DE L'EDUCATION
ET DE LA FAMILLE
LA CONSEILLERE D'ETAT
CHEFFE DU DEPARTEMENT

Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche
et à l'innovation (SEFRI)
Mme Isabella Brunelli
Division Hautes écoles
Einsteinstrasse 2
3003 Berne

Transmission par courrier électronique :
isabella.brunelli@sbfi.admin.ch

Neuchâtel, le 17 mai 2016

Révision de l'Ordonnance/du Règlement sur l'examen complémentaire permettant aux titulaires d'un certificat de maturité professionnelle d'être admis aux hautes écoles universitaires : procédure d'audition

Chère Madame,

Le projet conjoint du Conseil fédéral et de la CDIP de modifier la réglementation fédérale et intercantonale, afin de permettre aux titulaires d'une maturité spécialisée de passer l'examen complémentaire leur ouvrant l'admission aux hautes écoles universitaires, est à saluer.

Ce projet met fin à l'inégalité de traitement entre les titulaires d'une maturité professionnelle et spécialisée qui existe actuellement au détriment des porteurs d'une maturité spécialisée. Il n'y a aucune raison objectivement justifiée de maintenir cette différence de traitement et d'empêcher la mise en place d'une passerelle permettant aux élèves qui ont suivi une école de culture générale de s'ouvrir la voie universitaire. Cette passerelle complètera ainsi harmonieusement un système de formation suisse qui veut favoriser la perméabilité et les réorientations.

Nous relèverons également que la formation générale acquise par les titulaires d'une maturité spécialisée en pédagogie leur permet d'accéder, sans restrictions, aux hautes écoles pédagogiques (formation d'enseignant niveau préscolaire et primaire, art. 24 al. 2 LEHE), alors que des conditions supplémentaires sont requises pour les titulaires d'une maturité professionnelle (art. 24 al. 2 LEHE). Si la formation générale des premiers est jugée plus complète que celle des seconds et équivalente aux titulaires d'une maturité gymnasiale pour l'admission dans les hautes écoles pédagogiques, nous ne voyons pas comment justifier que l'admission à l'examen complémentaire soit réservée uniquement aux bénéficiaires d'une maturité professionnelle.

En conclusion, le Canton de Neuchâtel approuve sans réserve la proposition soumise par les autorités fédérales.

Nous vous prions de croire, Madame, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

La Conseillère d'Etat,
Cheffe du département:



Monika Maire-Hefti